## *Décrochage économique : « Les gouvernements qui se sont succédé depuis 50 ans sont responsables de la situation », selon François Ecalle*

ENTRETIEN - Le conseiller maître honoraire à la Cour des comptes et spécialiste des finances publiques, analyse pour Epoch Times l'évolution de la situation économique et financière de la France. Selon François Ecalle, si tous les signaux sont aujourd'hui au rouge, la responsabilité en incombe aussi bien aux gouvernements qu'aux Français eux-mêmes.



*Photo: : François Ecalle*

Julian Herrero

02 octobre 2026

Durée de lecture: 7 Min.

**Décrochage économique –** Cette situation est regrettable parce qu'au tout début du quinquennat Macron, de bonnes réformes avaient été engagées, déplore le président de l'association FIPECO (Finances Publiques et Économie).

***Epoch Times – En 2017, Emmanuel Macron avait promis de réduire la dette. Mais en 10 ans, la dette a augmenté de 1 370 milliards d'euros. L'augmentation de la dette est donc un échec du président de la République ?***

François Ecalle – La responsabilité est collective. Les gouvernements qui se sont succédé depuis 50 ans, tout comme les Français, sont responsables de la situation.

La France n'a pas voté un budget à l'équilibre depuis le premier choc pétrolier de 1973. Depuis lors, le déficit public n'a fait qu'augmenter.

La dette publique correspond, quant à elle, à l'accumulation des déficits que nous enregistrons chaque année.

Quand Emmanuel Macron est arrivé à l'Élysée en 2017, notre déficit public représentait 3 % du PIB. C'était déjà la limite qui était fixée par l'Union européenne. Bien entendu, nous avons largement dépassé cette limite par la suite. Cette situation est regrettable parce qu'au tout début de son quinquennat, de bonnes réformes avaient été engagées, permettant ainsi de réduire le déficit et de maîtriser les dépenses publiques.

Mais tout a dégénéré à la fin de l'année 2018. Le gouvernement a commencé à dépenser beaucoup d'argent pour répondre aux revendications des Gilets jaunes. Cette tendance dépensière s'est considérablement aggravée lors de la crise sanitaire avec le « quoi qu'il en coûte ».

Les dépenses ont été d'autant plus importantes que ce sont, pendant plusieurs années, des aides très générales qui ont été distribuées aux Français. C'est-à-dire des aides dont tout le monde a profité et qui ont coûté très cher. On parle de dizaines de milliards d'euros. Ces dispositifs ont été arrêtés depuis, mais nous continuons toujours, sans mauvais jeu de mots, à en payer le prix.

Maintenant, regardons la situation des dépenses publiques. Elles ne sont pas plus élevées qu'avant la crise sanitaire.

En outre, entre 2017 et 2024, les impôts ont été largement diminués. Je rappelle que la taxe d'habitation sur les résidences principales a été supprimée.

Par ailleurs, le taux de l'impôt sur les sociétés a également été revu à la baisse, et même ceux des impôts de production et de l'impôt sur le revenu, ce qui représente 50 milliards de recettes en moins.

Les baisses d'impôt sont évidemment nécessaires pour résister à la concurrence mondiale, mais malheureusement, elles n'ont pas été compensées par des économies. Voilà où se trouve l'erreur fondamentale.

***En comparaison avec nos voisins européens, diriez-vous que la France est en train de décrocher ?***

L'indicateur le plus précis pour mesurer notre décrochage reste le PIB. Et ce dernier augmente moins rapidement par rapport à la moyenne de la zone euro, mais aussi par rapport aux États-Unis.

Cette paralysie de notre PIB s'explique là encore, par l'absence de volonté politique. Mais les solutions existent.

Pour redynamiser le PIB, nous pouvons augmenter la force de travail, c'est-à-dire la population active. Cela pourrait passer par exemple par un recul de l'âge de départ à la retraite ou par l'allongement de la durée de cotisation.

***Quel risque ferait peser une charge de la dette devenue trop lourde à court, moyen et long terme ?***

Le risque est lié à l'attitude de nos créanciers. S'ils constatent que nous ne sommes plus en mesure de rembourser, ils vont augmenter les taux d'intérêt.

Comme en ce moment, les taux d'intérêt augmentent partout dans le monde, certains ne prennent pas toujours au sérieux la situation délicate dans laquelle se trouve la France.

Pour autant, il y a une spécificité française à ne pas négliger. En règle générale, dans n'importe quel pays, les taux d'intérêt payés par les entreprises ou les ménages sont toujours supérieurs à ceux payés par l'État. Mais en France, nous nous dirigeons vers un scénario de taux d'intérêt plus élevés pour l'État.

***Que peuvent engendrer des taux d'intérêt trop élevés ?***

Si ces taux montent à des niveaux aussi élevés qu'en 2012 pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal, cela pourrait asphyxier l'activité économique française. Dans ces conditions, il n'y a plus de prêts, d'investissements et les ménages cessent de consommer.

Il est alors possible, pour la BCE d'intervenir comme elle l'a fait pour l'Europe du Sud en 2012, mais attention, elle n'est pas intervenue gratuitement.

En contrepartie de son aide, elle a exigé des réformes extrêmement douloureuses, notamment une réforme des retraites. Une réforme tellement difficile que quand la ministre du Travail italienne l'a annoncée à la télévision, elle s'est mise à pleurer.

Mais malheureusement, les Italiens n'avaient pas le choix.

***Une mise sous tutelle de la France par FMI est-elle possible ?***

Lorsqu'un État se trouve dans une situation économique et financière difficile, le rôle du FMI consiste évidemment à intervenir. Il joue le rôle de médiateur dans les discussions avec la possibilité d'apporter lui-même des fonds. En général, il intervient pour les pays émergents ou en voie de développement. Plus rarement pour les pays développés.

Cependant, il a joué un rôle prépondérant dans le redressement de la Grèce et a agi de concert avec la Commission européenne et la BCE. On avait alors parlé de Troïka.

Mais à l'époque du sauvetage de la Grèce, l'Europe a eu en quelque sorte honte d'avoir demandé l'assistance technique et financière du FMI. Elle a donc lancé en 2012 le Mécanisme de stabilité européen (MSE) qui remplit exactement la même fonction que le FMI. En cas de crise majeure en France, il est donc plus probable que le MES intervienne plutôt que le FMI.